Urbi&Orbi

Les chrétiens aux avant-postes en mai 68

Par Anne-Bénédicte Hoffner, le 18/3/2018 à 09h27

Pour la première fois, une vaste étude sociologique s'intéresse à la participation massive des chrétiens, et notamment des catholiques, à la mobilisation des « années 68 ».

Pour combien de jeunes ou moins jeunes chrétiens, prêtres, religieux ou laïcs, Mai 68 fut synonyme de révélation sur les exigences d'une vie authentiquement évangélique, voire de « Pentecôte » pour des fidèles recevant soudain le souffle de l'Esprit et découvrant la force d'une parole libre ?

Cette année encore – mais peut-être pour la dernière fois –, ceux qui l'ont pleinement vécu raconteront la surprise devant un mouvement à la fois espéré et que l'on *« n'a pas vu venir »*, le ras-le-bol devant les excès d'une société de consommation qui paraissait déjà triomphante et l'envie de bâtir un monde meilleur…

Incroyable liesse

C'est une incroyable liesse et une immense pagaille qui ont

saisi les étudiants puis, au-delà d'eux, une partie de la société française pendant ce mois de mai 68, ébranlant durablement l'Église au même titre que toutes les institutions. Comme les autres, les chrétiens s'engagent avec ferveur dans ces discussions à n'en plus finir avec la volonté de se laisser « saisir » par la révolte en cours, de répondre aussi à l'appel, lancé par 14 personnalités catholiques et protestantes (dont Paul Ricœur) le 21 mai dans *Témoignage chrétien* : *« La présence des chrétiens à la révolution suppose et requiert la présence de la révolution à l'Église. »* Ou à celui, trois jours plus tard, de « 100 prêtres parisiens » qui encourageaient la contestation du clergé…

Prêtres donnant en chaire des consignes de vote, autels installés au fond de l'église, homélie « dialoguée avec des étudiants ou des ouvriers », intercommunion œcuménique sous forme de verres de vin posés sur une table de salle à manger, ou même actions coup-de-poing menées par le Comité d'action pour la révolution dans l'Église, mais aussi déception devant les pesanteurs de l'institution et, quelques semaines plus tard, incompréhension lors de la publication, fin juillet, de l'encyclique *Humanae vitae*… Dans l'Église comme ailleurs, rien ne pouvait plus être comme avant.

À lire Mai 68-mai 98 : la révolution des familles

« Certes, il a pu y avoir des excès, des erreurs, comme dans tout sursaut de vie. Mais les perspectives ouvertes étaient belles », **résume le père Gui Lauraire, alors jeune vicaire dans une paroisse de Sète (Hérault), chez qui *« l'explosion de Mai 68 »* a fait naître « *une immense espérance, qui rejoignait celle soulevée par Vatican II »* (1). Recueilli parmi d'autres dans un ouvrage à paraître bientôt, son témoignage illustre les espérances suscitées, chez une partie des catholiques, par « les événements ».**

40 % sont passés par le scoutisme

Au-delà du récit, ce cinquantième anniversaire pourrait bien être enfin l'occasion d'une approche historique et sociologique renouvelée sur le rôle des chrétiens dans la contestation. En effet, *« longtemps mésestimée »,* selon l'historien Denis Pelletier, en raison du poids de la gauche laïque et du gauchisme sur la mémoire collective, et sans doute aussi du silence d'une partie des institutions ecclésiales, leur participation est mesurable pour la première fois.

À Lille, Lyon, Marseille, Nantes et Rennes, une trentaine de chercheurs ont interrogé 400 acteurs qu'ils ont répartis en trois groupes : syndicalistes, féministes et gauchistes alternatifs (2). Surprise : parmi ces derniers, *« 40 % sont*

passés par le scoutisme, 43 % par la JEC et 20 % par la JOC », **énumère Isabelle Sommier, maître de conférences en science politique à l'université Paris 1 et directrice du Centre de recherches politiques de la Sorbonne.** ***« Un peu plus âgés »*** **que la moyenne,** ***« plus souvent des femmes »*** **et** ***« plus souvent en couple »,*** **les manifestants catholiques se disent mus par la quête de** ***« la justice »*****,** ***« la solidarité »*****plus que par** ***« la colère, qui ressort davantage du discours des plus jeunes »,*** **remarque la sociologue.**

Ni dedans ni en dehors

« Les chrétiens n'ont donc ni rejoint ni précédé les "enragés" de Nanterre. Ils n'étaient ni en dedans ni en dehors de ce qui se passait. Il y avait une révolution en marche dans l'Église, des chrétiens s'y mobilisaient au nom du Christ et en solidarité avec les peuples du tiers-monde », **analysait déjà en 2012 l'historien Yann Raison du Cleuziou (3). Sans doute se trouve là l'autre éclairage utile apporté par les travaux universitaires récents : pour les catholiques opposés à la guerre d'Algérie, partisans des « ouvertures » du concile de Vatican II ou militants de la « nouvelle gauche », et même pour les tenants de l'extrême gauche catholique révolutionnaire, l'aspiration au changement est bien antérieure au « chahut » des étudiants de Nanterre.**

D’une certaine manière, et comme vient de le rappeler l’historien Guillaume Cuchet (4), le concile Vatican II manifestait déjà la crise dans laquelle les changements socio-économiques plongeaient l’Église… et que l’encyclique *Populorum Progressio* tentait de traiter en 1967. Cette crise que l’Église catholique pensait sans doute « régler » grâce au Concile *« mais dont elle n’est en réalité toujours pas sortie »,* remarque Jean-Louis Schlegel.

Un débat qui n’est pas clos

De fait, pour l’Église, la remise en cause est rude : critique virulente de l’institution considérée comme étouffée par sa hiérarchie, éloignée de ses fidèles et figée dans ses traditions ; « libération » de la parole et « avènement du catholique qui dit ”je” » (Jean-Louis Schlegel) ; désir d’une vie communautaire renouant avec les sources évangéliques… Les départs de religieux et de prêtres, qui s’étaient amorcés dans les années précédentes, se transforment *« en hémorragie »* après 68. Mais même avec ceux qui restent, tout a changé.

Dès le mois de juin, au grand séminaire d’Arras, *« il n’était plus question d’interdire de fumer ni d’obliger à prier. Chacun demandait qu’on lui fasse confiance »,* résume en une formule saisissante Mgr Jacques Noyer, évêque émérite d’Amiens qui hésite encore sur le sens de ces événements et

l’avenir qu’ils dessinent (1). *« Est-il possible que l’oiseau qui se forme dans un œuf puisse naître sans brutalement briser la coquille ? Si cela est vrai, faut-il se réjouir que Mai 68 ait tout cassé pour permettre à l’Église conciliaire de venir au monde ? »* Le débat n’est pas près d’être clos.

Les grandes dates de Mai 68

22 mars. Les premiers incidents annonciateurs de la crise se produisent début 1968 à la faculté de Nanterre, ouverte en 1963 pour décongestionner la Sorbonne de Paris. Naissance du mouvement du 22 mars, autour de Daniel Cohn-Bendit.

2 mai. L’université de Nanterre est fermée.

3 mai. Un meeting se tient dans la cour de la Sorbonne. La police effectue près de six cents interpellations. Premiers gaz lacrymogènes, premiers lancers de pavés et premières barricades dans le Quartier latin.

10 mai. Nuit des barricades. Les étudiants et policiers s’affrontent en de véritables combats de rue, faisant des centaines de blessés. Les syndicats appellent à la grève générale pour le 13 mai.

13 mai. Grève générale dans toute la France. 7 millions de grévistes (2 millions en 1936).

14 mai. Le théâtre de l'Odéon et l'école nationale des beaux-arts de Paris sont occupés.

22 mai. Cohn-Bendit est expulsé de France.

27 mai. Signature des accords de Grenelle : augmentation du SMIG et des bas salaires, réduction progressive de la durée du travail en vue d'aboutir à la semaine de 40 heures, abaissement de l'âge de la retraite, révision des conventions collectives, reconnaissance de la section syndicale d'entreprise et augmentation des droits syndicaux…). Les ouvriers votent la poursuite de la grève.

29 mai. La crise sociale devient politique. De Gaulle part à Baden-Baden sans que personne ne soit au courant.

30 mai. « Je ne me retirerai pas », déclare à la radio le général de Gaulle, qui dissout l'Assemblée nationale. Plusieurs centaines de milliers de personnes défilent sur les Champs-Élysées en soutien à de Gaulle. Les élections des 23 et 30 juin 1968 voient la très large
victoire des gaullistes.

(1) Mai 68 raconté par des catholiques. Préface de Denis Pelletier, postface de Maurice Bellet. Éd. Le Temps présent (153 p., à paraître le 20 avril, 14 €).

(2) Changer le monde, changer sa vie. Enquête sur les militantes et les militants des années 1968 en France. Actes Sud, 1 118 p., 28 €.

(3) À la gauche du Christ. Les chrétiens de gauche en France de 1945 à nos jours. Points Histoire, 711 p., 12,30 €.

(4) Comment notre monde a cessé d'être chrétien, Seuil, 279 p., 21 €.